

# Le grand **débat national**



## Andorre

20 février 2019 – 19h00-21h30

40 à 50 participants

Animateurs :

M. Jacques CARCY, Mme Catherine METAYER, M. Philippe NOEL

### **COMPTE RENDU**

4 grands thèmes:

1. Démocratie et citoyenneté;
2. L'Organisation de l'Etat et des Services Publics;
3. La transition écologique;
4. La fiscalité et les dépenses publiques.

### ***(Discours d'introduction des animateurs)***

#### **1. Démocratie et citoyenneté**

*Bonsoir à tous,*

*Vous le savez le président de la république a lancé une grande consultation, invitant chacun et chacune à débattre autour de 4 thèmes dans une lettre.*

*Une bonne nouvelle, les français à l'étranger sont inclus dans le processus national. Cependant Les préoccupations particulières de nos compatriotes établis partout dans le monde n'apparaissent pas dans ce document.*

*Tout sujet peut être abordé librement.*

*Il me semble essentiel que les français à l'étranger répondent présents à cette démarche car si nous ne répondons pas la prochaine fois nous ne serons pas mentionnés. Nous avons certainement des choses à dire et de loin on voit souvent la France avec une autre vision.*

### **Premier sujet : impôts, Dépenses et action publique**

*Les lois budgétaires et de financement de la Sécurité sociale n'ont pas ménagé les Français de l'étranger : gel de 33 millions du budget de l'AEFE (agence de l'enseignement français à l'étranger) dès 2017, relèvement à 30% du taux minimum pour les revenus supérieurs à 27.519 euros, maintien de la CSG- CRDS sur les revenus immobiliers pour les Français résidant hors de la zone européenne...*

*La question du pacte social , posée par le chef de l'état semble pertinente pour les français à l'étranger .*

*1 - Quelle fiscalité pour demain et pour tous, en France comme à l'étranger ?*

*2 - Quels impôts/taxes baisser et où faire des économies ?*

*3 - Quel pacte social entre les Français de l'étranger et la France ?*

### **2. L'Organisation de l'Etat et des Services Publics**

***Deuxième sujet : « Le deuxième sujet sur lequel nous pouvons débattre c'est l'organisation de l'État et des collectivités publiques. »***

*En échange d'une contribution plus grande au budget national, la dématérialisation semble être, depuis quelques années, la réponse pour faciliter les démarches administratives des Français de l'étranger. Et pour cause : le réseau diplomatique et consulaire et les services qui y sont proposés aux Français de l'étranger sont progressivement réduits.*

*Ce mouvement est largement antérieur à l'action du gouvernement actuel, néanmoins il s'accroît. On pense notamment à la récente disparition des compétences notariales.*

*Le Président de la République interroge les Français sur l'organisation territoriale de l'État, soulignant la multiplication des échelons (communes, intercommunalités, agglomérations, départements, régions). Il pose la question d'une plus grande décentralisation, afin que les décisions soient prises au plus près du terrain.*

*Étant donné la fin de la double inscription pour les Français de l'étranger (sur la liste électorale d'une commune et sur une liste électorale consulaire), qui assimile de facto les conseillers consulaires aux élus locaux de France, et étant donné en parallèle les difficultés actuelles de la multiple représentation des Français de l'étranger (conseillers consulaires, délégués consulaires, conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger), la question est facilement transposable.*

*4 - Quelle représentation locale pour les Français de l'étranger ?*

*5 - Faut-il accroître la visibilité et les compétences des élus locaux des Français de l'étranger ?*

6- Comment améliorer le service public à l'étranger ?

### **3. La transition écologique**

« - La transition écologique est le troisième thème, essentiel à notre avenir ».

La série de questions définie par le Chef de l'État est moins sensible pour les Français de l'étranger, qui ne sont pas destinataires des réformes nationales à venir.

Néanmoins, tout le monde étant concerné, il est certain qu'une « boîte à idées » peut être proposée pour ce thème. Les Français de l'étranger auront certainement des idées à soumettre, inspirées de ce qui est mis en place dans d'autres pays.

7 - Quelles mesures favorisant la transition écologique ont été mises en place dans notre pays d'accueil ?

### **4. La fiscalité et les dépenses publiques**

« - Il est évident que la période que notre pays traverse montre qu'il nous faut redonner plus de force à la démocratie et la citoyenneté. »

C'est ici le thème de la démocratie qui est abordé : quelles modalités de représentation et quelles modalités de participation directe.

Faisant le constat que beaucoup ne se sentent pas représentés à l'issue des élections, le Président de la République pose une série de questions qui intéressent telles quelles les Français de l'étranger, a fortiori puisqu'ils vivent dans des pays aux pratiques démocratiques différentes.

Si comparaison n'est pas raison, leurs avis éclairés par la vie à l'étranger ne peuvent pas être ignorés.

8 - Faut-il reconnaître le vote blanc ?

9 - Faut-il rendre le vote obligatoire ?

10 - Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives ?

11 - On peut ajouter : au sein de quelle(s) circonscription(s) appliquer un scrutin proportionnel : nationale ou territoriales ?

12- Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?

Le Président de la République pose ensuite deux questions pour le moins étonnantes sur une éventuelle transformation du Sénat et du Conseil économique, social et environnemental. La mise au même niveau de ces « assemblées », citées comme si elles étaient équivalentes dans leur rôle et leur fonctionnement.

*Le Sénat est la deuxième chambre du Parlement, élu au suffrage universel par les collectivités territoriales au sens large (Français de l'étranger inclus. La France fait ainsi partie des démocraties dites modernes.*

*Le CESE (Conseil économique social et environnemental) est lui un organe consultatif dont les membres issus de la société civile sont nommés par le gouvernement, selon des modalités régulièrement critiquées pour leur opacité. Il n'incarne absolument pas le contre-pouvoir qu'est le Sénat actuellement.*

*Cette analyse forcément personnelle faite, les questions du Chef de l'État pour améliorer la participation des citoyens à la vie politique trouvent une résonance particulière pour les Français de l'étranger.*

*12 - Comment améliorer la participation des Français de l'étranger à la vie politique et publique française ?*

*Les questions formulées dans la lettre du Président peuvent permettre à nos compatriotes hors de France de donner des idées en fonction de ce qui est pratiqué dans « leur » pays.*

*13 - Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?*

*14 - Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?*

*15 - Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?*

***V - Les enjeux du modèle français d'intégration, de l'immigration et de la laïcité sont ensuite abordés.***

*Le regard d'un Français depuis l'étranger peut être riche d'enseignements.*

*Deux questions que le Président de la République aurait pu adresser aux Français de l'étranger :*

*16 - Comment maintenir le lien national au delà de nos frontières ?*

*17 - Comment renforcer le sentiment d'appartenance à la Nation française, même à l'étranger ?*

*Questions d'Emmanuel MACRON à tous les Français : Intégration et immigration :*

*18 - Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ?*

*19 - En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?*

*20 - Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?*

*Laïcité :*

21 - Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'État et les religions de notre pays ?

22 - Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

## **VI – La vie à l'étranger.**

Ce titre est un ajout personnel. Il me semble impossible de faire l'impasse sur des questions essentielles pour les Français de l'étranger. L'accès aux soins, à l'éducation, à la retraite, s'organise différemment en France. Même si des problèmes existent de façon aiguë dans certaines régions françaises ou pour certaines personnes en France, les problèmes sont tout-à-fait différents à l'étranger. Toutes les régions du monde ne sont d'ailleurs pas concernées de la même façon.

Ces thèmes sont régulièrement abordés tant par les élus locaux des Français de l'étranger que par leurs parlementaires. Il me semble toutefois important que les citoyens non résidents se les approprient à l'occasion de ce débat.

23 – Comment améliorer l'accès à l'éducation française à l'étranger ?

24 – Comment permettre le meilleur accès aux soins à l'étranger ou en France ?

25 – Comment garantir le versement des retraites françaises à l'étranger ?

(questions générales qui dépendent du pays où l'on vit)

## **Restitution des propositions faites**

**Premier sujet : Impôts, Dépenses et action publique 1 - Quelle fiscalité pour demain et pour tous, en France comme à l'étranger ? 2 - Quels impôts/taxes baisser et où faire des économies ? 3 - Quel pacte social entre les Français de l'étranger et la France ?**

Répartition plus juste des impôts.

La taxe d'habitation pour les français résidents à l'étranger (1 taxe par foyer)

Aides sociales aux français résidents à l'étranger.

Économies à réaliser pour réduire la dette.

Valorisation de notre patrimoine.

Renationalisation des autoroutes.

Plus de transparence concernant les administrations, leurs comptabilité et leur fonctionnement.

En général, la forme des propositions émises n'est pas accessible au « vox populi » elles se doivent d'être plus simples et plus claires.

Notre défense nationale, la mutualiser avec les pays de l'U.E.

Cours d'économie dans les établissements scolaires.

Exemplarité des élus.

Rôle des parlementaires.

Transparence de la vie publique.

Plus de coopération dans l'U.E.

Fiscalité sur les sociétés, revoir les tranches, différentiel entre celles des PME et des Groupes importants.

Harmonisation des charges sociales dans l'U.E.

Montage de dossiers financiers dans les paradis fiscaux.

Imposition des multinationales.

***Deuxième sujet : « Le deuxième sujet sur lequel nous pouvons débattre c'est l'organisation de l'État et des collectivités publiques. » Quelle représentation locale pour les Français de l'étranger ? - Faut-il accroître la visibilité et les compétences des élus locaux des Français de l'étranger ? - Comment améliorer le service public à l'étranger ?***

Suppression des Conseils Généraux.

Décentralisation.

Référendum initiative citoyen.

Rôle, Assemblée Nationale et Sénat, ces chambres sont-elles indispensables.

Création d'une sixième République.

Modification de la Constitution.

Situation des Hauts Fonctionnaires, leur choix, leur carrière politique, leur carrière associée au Privé.

Démarches administratives à reconsidérer, à simplifier.

Les échelons dans l'administration.

Jours de carence, Privé et fonctionnaires, harmonisation des règles.

En cas de faute, sanctions plus lourdes, inéligibilité à vie.

**Troisième sujet, l'écologie. « La transition écologique est le troisième thème, essentiel à notre avenir ». Quelles mesures favorisant la transition écologique ont été mises en place dans notre pays d'accueil ?**

Commencer tôt par une éducation écologique chez les enfants.

Instruction civique à rétablir dans l'Éducation Nationale.

Problème de la surconsommation.

Consommation exagérée des plastiques.

Produits français à privilégier.

Taxes sur les produits étrangers.

Recyclage des déchets verts.

Gestes citoyens.

Gestion de l'eau.

Gratuité transports en commun.

Taxes sur le kérosène et le mazout lourd.

Encourager la recherche écologique.

Référendum sur le nucléaire.

Référendum initiative citoyen.

La démocratie, ça s'apprend.

Démotivation généralisée des différentes classes sociales.



## Cahier de doléances

Andorre le 20/02/19

- Pourquoi les administrations de  
retraite (sécurité sociale, mutuelles,  
retraite complémentaire) demandent  
elles chacune un certificat de  
alors qu'elles utilisent toutes le même  
numéro de sécurité sociale ?

A Profas des Residences Secondaire  
il serait souhaitable de maintenir  
Residence Principale surtout pour des Expatriés  
qui habitent d'un bien immobilier en France.

Utiliser le ICC pour Financer la

Exansi<sup>o</sup> écologique